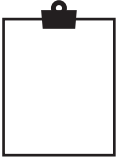


BILAN 2016

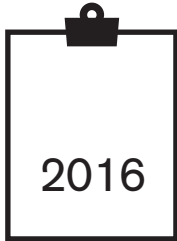
des journalistes détenus, otages
et disparus dans le monde

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

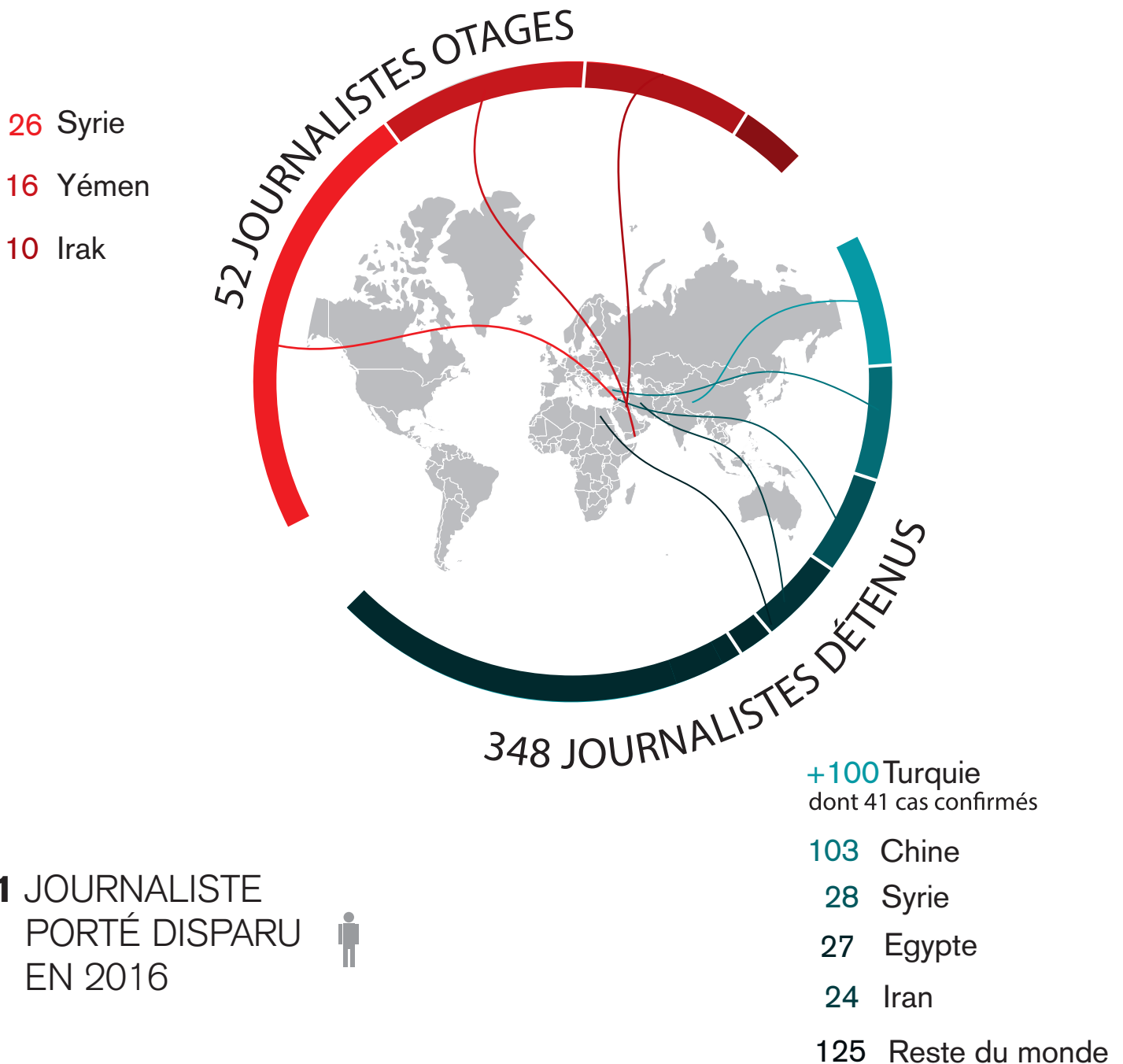


SOMMAIRE

I/ Présentation générale	p.3
II/ Les otages	p.5
- En chiffres	
- Une concentration dans trois pays	
- Les principaux preneurs d'otages	
III/ Les disparus	p.8
IV/ Les détenus	p.9
- En chiffres	
- Les cinq plus grandes prisons	
- La Turquie, plus grande prison pour les journalistes professionnels	
- Les portraits de détenus	
V/ Les recommandations de RSF	p.14



BILAN DES JOURNALISTES DÉTENUS, OTAGES ET DISPARUS DANS LE MONDE



*Bilan du 1er janvier au 1er décembre 2016

Note méthodologique

Pour la première fois, le décompte total du bilan 2016 établi par Reporters sans frontières intègre à la fois les journalistes professionnels, mais aussi les journalistes-citoyens et les collaborateurs de médias, jusqu'ici comptabilisés dans trois catégories distinctes. Ces derniers jouent en effet un rôle croissant dans la production de l'information, notamment sous des régimes répressifs ou dans des pays en guerre, où il est plus difficile pour des journalistes professionnels d'exercer leur métier. Dans le détail, le bilan continue toutefois, autant que possible, de distinguer ces acteurs de l'information des journalistes professionnels, afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.



52

JOURNALISTES OTAGES À CE JOUR

-15 % ↘

Dont

- 44 journalistes professionnels
- 3 journalistes-citoyens
- 5 collaborateurs des médias

100 %
en zone
de conflit



100 %
au Moyen
Orient



100 %
d'hommes



89 %
de journalistes
locaux



11 %
de journalistes
étrangers

Cinquante deux journalistes, tous des hommes, sont aujourd'hui otages dans le monde, contre 61 l'an dernier à la même date. Il faut cependant rappeler que le nombre d'otages en 2015 était particulièrement élevé et en hausse de 35%. Cette année, tous ces otages se trouvent au Moyen-Orient, dans trois pays déchirés par la guerre. Il s'agit pour l'immense majorité de journalistes locaux, qui travaillent souvent à leur compte, dans des conditions précaires et extrêmement risquées.

Une concentration dans trois pays



Sans surprise, la Syrie reste en tête des pays les plus dangereux. Les djihadistes du groupe État islamique font des journalistes des cibles privilégiées, afin de museler toute critique, faire régner la terreur et exiger des rançons pour alimenter leur machine de guerre. Vient ensuite le Yémen : où les milices chiites houthies procèdent à des enlèvements de journalistes et collaborateurs des médias.

En Irak, les combattants du groupe EI détiennent toujours 10 journalistes et collaborateurs des médias, tous des Irakiens, depuis maintenant près de deux ans dans leur fief de Mossoul. Tous les médias y ont été saisis par le groupe en 2014, faisant de cette ville un trou noir de l'information jusqu'à l'offensive de l'armée irakienne et ses alliés le 17 octobre dernier.

Les principaux preneurs d'otages de journalistes

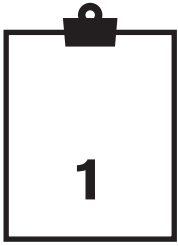


Le groupe Etat islamique, la machine à broyer l'information

Le groupe Etat islamique cible les journalistes qui ne prêtent pas allégeance à son idéologie fondamentaliste, ainsi que ceux qui transmettent des informations depuis les territoires contrôlés, et qui sont considérés comme des traîtres ou des espions. Les journalistes pris en otage par le groupe encourent un sort terrible : une exécution barbare mise en scène et diffusée sur les réseaux sociaux ou l'exploitation de leur image au service d'une propagande odieuse. Ainsi le journaliste britannique John Cantlie, capturé avec James Foley en novembre 2012, est apparu très amaigri en juillet dernier dans une vidéo mise en scène par le groupe. RSF condamne cette utilisation lâche d'un journaliste, otage depuis des années et visiblement affaibli, pour alimenter la propagande djihadiste.

Les Houthis : les journalistes critiques sont nos ennemis

Au Yémen, depuis que les rebelles chiites menés par Abdul-Malik Al-Houthi ont pris le contrôle de la capitale Sanaa en septembre 2014 et déclaré une guerre ouverte contre les journalistes, un grand nombre de professionnels de médias ont cessé leur activité ou quitté le pays. Les Houthis ne tolèrent pas les critiques, et détiennent à ce jour au moins 15 journalistes et collaborateurs des médias, tous locaux. Deux d'entre eux ont été enlevés cette année. C'est le cas de Youssef 'Ajlane, journaliste pour le site d'information Al-Masdar Online, qui avait choisi d'arrêter son métier, trop risqué, après que les forces houthies avaient pris d'assaut sa rédaction en mars 2015. Malgré cette retraite prématurée, il s'est fait enlever par la milice devant son domicile le 13 octobre dernier. Il est détenu depuis, dans une prison contrôlée par les rebelles chiites, sans qu'il ne puisse contacter sa famille ou ses proches.



JOURNALISTE ENCORE PORTÉ DISPARU

2016

Selon nos informations, **un seul journaliste porté disparu au cours de l'année 2016 l'est encore à ce jour, contre huit l'an dernier à la même époque.** RSF considère qu'un journaliste est porté disparu quand il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.

Le journaliste burundais Jean Bigirimana est porté disparu depuis le 22 juillet.

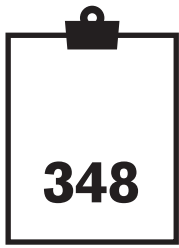
Ce collaborateur d'Iwacu et Infos Grands Lacs demeure introuvable, alors que le pays traverse une grave crise politique qui a vu la fermeture de plusieurs médias et de nombreuses attaques contre les journalistes.



Selon plusieurs témoins, Jean a été vu pour la dernière fois à Muramvya, à 40 km de la capitale Bujumbura, aux mains d'agents du service de renseignements. Les autorités ont dans un premier temps affirmé le détenir avant de se rétracter. Une enquête de ses collègues d'Iwacu a permis la découverte de deux cadavres dans une rivière en contrebas du village où Jean a été aperçu pour la dernière fois. Mais leur état a rendu toute identification difficile. La femme de Jean n'a pas été en mesure d'identifier son mari quand elle a été confrontée aux deux corps. Mais aucune autopsie ni analyse génétique n'a été effectuée, et les deux dépouilles ont été enterrées à la hâte par les autorités locales.

Où se trouve Jean aujourd'hui ? Est-il détenu par les services de renseignement ? A-t-il été tué ? Ces questions sans réponse hantent sa famille et ses collègues. **RSF a lancé en septembre une pétition demandant aux autorités burundaises l'ouverture d'une enquête indépendante sur sa disparition.**

Elle a recueilli à ce jour plus de 11 000 signatures.



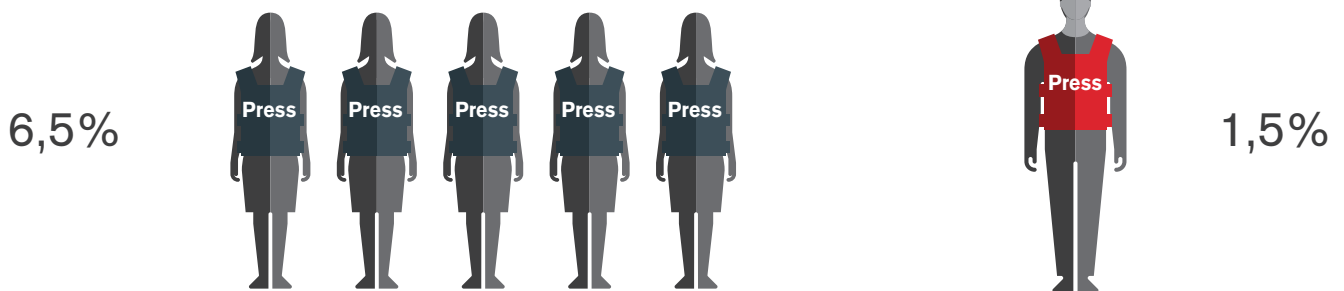
348

JOURNALISTES DÉTENUS

+ 6% ↗

Dont

- 187 journalistes professionnels
- 146 journalistes-citoyens
- 15 collaborateurs de médias



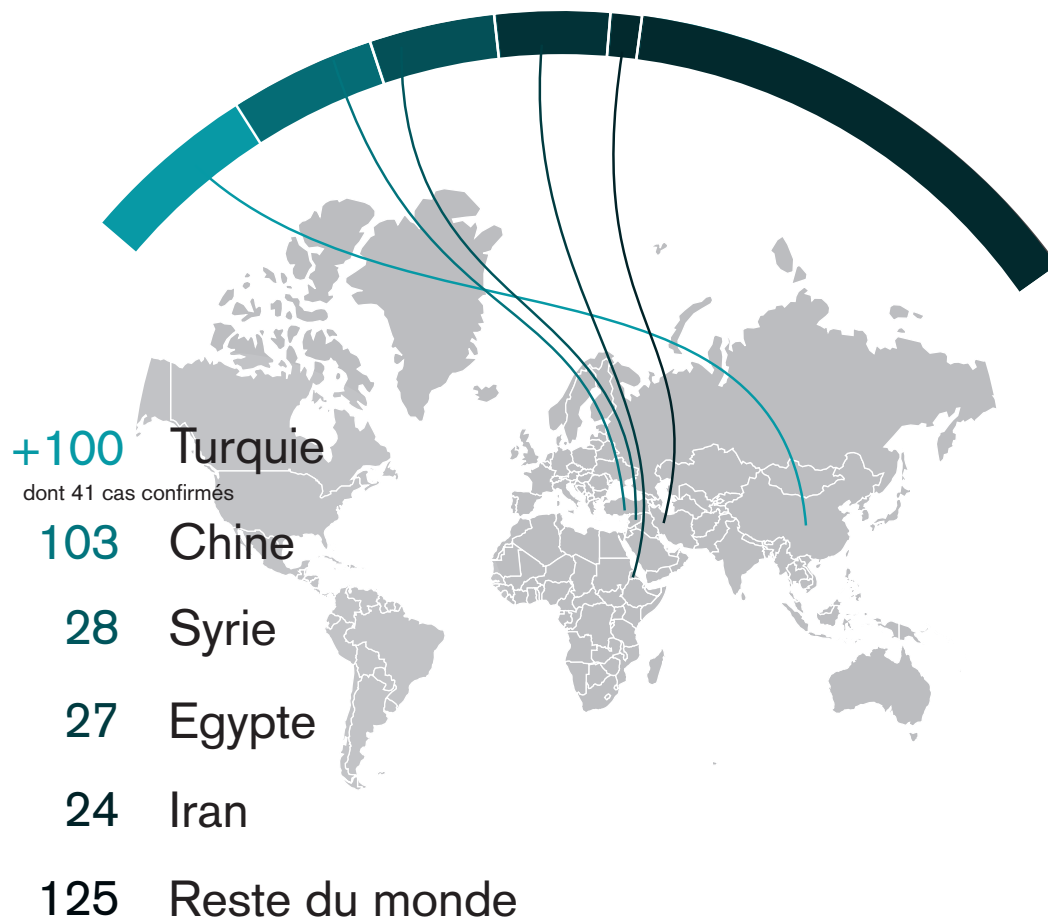
21 femmes journalistes
dont 13 journalistes professionnelles

5 journalistes étrangers
détenus à ce jour

Au 1er décembre 2016, 348 journalistes sont en détention dans le monde pour avoir exercé leur mission d'information. C'est plus qu'en 2015 (153 journalistes professionnels, 161 journalistes-citoyens et 14 collaborateurs des médias emprisonnés, soit 328 au total). Le nombre de journalistes professionnels emprisonnés est en hausse de 22%, ayant quadruplé en Turquie à la suite du putsch raté de juillet. Les autres principaux geôliers sont la Chine, la Syrie, l'Iran et l'Égypte qui concentrent à eux seuls plus de la moitié des journalistes, blogueurs et collaborateurs de médias détenus à travers le monde.

La part des femmes journalistes emprisonnées a quant à elle plus que doublé cette année, 21 en 2016 contre 5 en 2015, ce qui témoigne de la féminisation du métier, mais surtout du désastre que traverse la Turquie, où un tiers d'entre elles sont détenues. Plus de la moitié sont emprisonnées en Asie (9 en Chine, 1 au Vietnam). Quatre autres sont détenues en Iran.

Les cinq plus grandes prisons du monde pour les journalistes



La Turquie, plus grande prison pour les journalistes professionnels

La chasse aux sorcières consécutive au coup d'État manqué du 15 juillet fait de la Turquie la plus grande prison du monde pour les journalistes professionnels comme ce fut le cas en 2012 et 2013 : les arrestations se sont multipliées tandis que le gouvernement a fermé par décret plus de 100 médias critiques, profitant de l'état d'urgence pour en finir avec le pluralisme. **Fin 2016, le pays compte plus d'une centaine de journalistes écroués, dont RSF est pour l'heure en mesure de confirmer qu'au moins 41 le sont du fait de leurs activités professionnelles.** Ce chiffre est un minimum provisoire, fondé sur la méthodologie exigeante du baromètre de la liberté de la presse de RSF, qui suppose un examen des dossiers au cas par cas. Un exercice rendu largement impossible par les procédures judiciaires expéditives mises en place sous l'état d'urgence : détention provisoire prolongée sans acte d'accusation, accès limité à un avocat... Des propos critiques du pouvoir, une certaine empathie pour la confrérie Gülen ou le mouvement politique kurde suffisent généralement à faire jeter un journaliste en prison, sans que la justice estime nécessaire de prouver une quelconque implication dans des activités criminelles. Neuf collaborateurs de Cumhuriyet, l'un des derniers quotidiens d'opposition, ont été incarcérés au terme d'un coup de filet contre la rédaction, le 31 octobre. Un triste sort partagé par d'autres journalistes de renom que Sahin Alpay, Aslı Erdogan, Murat Aksoy, Ahmet Altan... Le représentant de RSF en Turquie, Erol Önderoğlu, a lui-même passé dix jours en prison en juin. Remis en liberté conditionnelle, il reste accusé de "propagande terroriste", comme une cinquantaine de collègues, pour avoir pris part à une campagne de solidarité avec le journal kurde Özgür Gündem. Son procès reprendra le 11 janvier.

La Chine reste le premier geôlier du monde pour les journalistes professionnels ou non et les collaborateurs de médias avec plus de 100 emprisonnés. Au 176e rang sur 180 du Classement mondial de la liberté de la presse 2016 établi par RSF, la Chine trône une place de choix dans le club des pires prédateurs de la liberté d'information. En Iran aussi, les journalistes – professionnels ou non – sont traqués, harcelés, convoqués par les autorités et souvent emprisonnés dans des conditions effroyables. (Cf. encadré : figures de détenus)

En Egypte où 27 journalistes sont détenus, le musèlement de l'information prend une tournure des plus inquiétantes. Le régime du président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi pourchasse toute personne liée de près ou de loin aux Frères musulmans.



5

FIGURES DE DÉTENUS

2016

Aslı Erdogan (Turquie)



La célèbre romancière et chroniqueuse Aslı Erdogan, âgée de 49 ans, est en prison depuis le 16 août 2016. Ce jour-là, le quotidien avec lequel elle collabore, *Özgür Gündem*, est fermé manu militari, accusé de se comporter en "porte-parole du Parti des travailleurs du Kurdistan" (PKK, interdit). Pour cinq chroniques parues dans ce journal, Aslı Erdo an est accusée d'"appartenance à une organisation terroriste", "propagande terroriste" et "atteinte à l'unité de l'Etat". Elle souffre d'asthme et de diabète, mais la dégradation de son état de santé n'a jusqu'à présent pas suffi à convaincre ses geôliers de la remettre en liberté. Bien au contraire : le 10 novembre, le parquet a requis la prison à vie contre elle et huit collègues.

Aslı Erdogan est aussi connue pour ses romans, primés et traduits dans de nombreuses langues, que pour son combat infatigable pour le respect des droits humains. Engagée depuis des décennies pour la paix, les droits des femmes et des minorités, elle dénonçait dans ses chroniques comme dans ses livres la multiplication des atteintes aux libertés, les conditions de détention, le sort de la population civile prise au piège des violences dans les régions du sud-est à majorité kurde... Début novembre, depuis sa prison, elle a appelé la communauté internationale à se réveiller face à une Turquie qui "a décidé de ne respecter aucune de ses propres lois". "La disparition de la démocratie en Turquie", soulignait-elle, "secouerait inévitablement (...) l'Europe toute entière".

Mahmoud Abou Zeid, alias Shawkan (Égypte)



Connu sous le pseudonyme de Shawkan, Mahmoud Abou Zeid, jeune photojournaliste égyptien de 29 ans, croupit en prison depuis plus de trois ans sans condamnation. Il a été arrêté au Caire le 14 août 2013 alors qu'il couvrait la dispersion violente des partisans du président déchu Mohamed Morsi sur la place Rabaa Al-Adawiya. Battu et dépouillé de son matériel, il a ensuite été torturé au poste de police. Alors que l'agence britannique de photos Demotix a confirmé que Shawkan travaillait en mission pour elle ce jour-là – et que ses photos avaient déjà été publiées par des médias tels que Time Magazine, Bild et Die Zeit – le journaliste est sous le coup d'une dizaine de charges fallacieuses dont « meurtre », « tentative de meurtre » et « appartenance à un groupe interdit » (les Frères musulmans), « participation à une manifestation illégale » et « possession d'armes ». Il encourt la prison à vie, voire la peine de mort. Son emprisonnement est déjà illégal au regard du droit égyptien, puisqu'il a dépassé la durée maximale de détention provisoire pour cas exceptionnels. Shawkan est aujourd'hui très affaibli. Moralement épuisé, il est atteint d'hépatite C et souffre d'anémie. Faute de soins médicaux, sa santé ne cesse de se détériorer. Ahmed Abu Seif, proche du journaliste et fondateur de la campagne « Free Shawkan », le décrit dans un état physique « critique ».



Narges Mohammadi (Iran)

Arrêtée le 5 mai 2015, la journaliste iranienne et porte-parole du centre des défenseurs des droits de l'homme Narges Mohammadi, 46 ans, a été inculpée pour « action contre la sécurité nationale et publicité contre le régime ». Elle a été condamnée une première fois en avril 2016 dans un procès entaché d'irrégularités et influencé par le ministère des Renseignements. En septembre dernier, la cour d'appel a rejeté les recours de ses avocats et confirmé sa condamnation à 10 ans de prison. Le cas de Narges est emblématique des pratiques judiciaires en Iran, où le système est contrôlé par le Guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, et exécuté par les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime islamique, afin de museler toute information critique. Victime de harcèlement judiciaire, Narges a été arrêtée, condamnée, hospitalisée et relâchée à de nombreuses reprises depuis 2010. Elle est aujourd'hui détenue à la prison d'Evin sans accès aux soins médicaux dont elle a besoin.



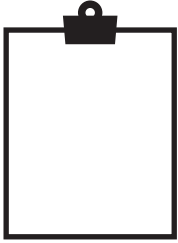
Lu Yuyu et Li Tingyu (Chine)

Le couple de Chinois Lu Yuyu et Li Tingyu s'est quant à lui vu décerner cette année le prix Reporters sans frontières - TV5 Monde pour la liberté de la presse, dans la catégorie journalistes-citoyens. Arrêtés le 15 juin 2016, ces deux journalistes-citoyens ont été détenus au secret pendant plus de trois semaines avant de pouvoir consulter des avocats. Accusés de « troubles à l'ordre public » pour avoir documenté les grèves et les manifestations citoyennes dans toute la Chine, ils risquent aujourd'hui de lourdes peines d'emprisonnement et de mauvais traitements en détention.



Jovo Martinovic (Monténégro)

Jovo Martinovic est un journaliste monténégrin indépendant qui enquête sur le crime et la corruption depuis de nombreuses années et qui a collaboré avec de grands médias internationaux dont The Economist, The Financial Times, et l'agence CAPA. Depuis plus d'un an, il est en détention provisoire à Podgorica avec treize autres personnes pour une affaire de trafic de drogue. Dès l'ouverture de son procès fin octobre, le principal accusé – un membre d'une organisation criminelle internationale les "Pink Panthers" – a disculpé Jovo Martinovic affirmant que les liens du journaliste avec le réseau ne relevaient que de son activité professionnelle et avaient pour objectif la production de films documentaires. Son procès se poursuit depuis le 28 novembre.



MIEUX PROTÉGER LES JOURNALISTES

2016

Pour un protecteur des journalistes

Des médias, des journalistes, des ONG et des personnalités publiques de tous les continents ont lancé, le 29 avril dernier, un appel solennel pour la création d'un "protecteur des journalistes", conformément à la proposition de RSF en faveur d'un Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la sécurité des journalistes.

La coalition exhorte les Nations unies et les Etats membres à donner au titulaire de ce poste le poids politique, la capacité d'agir rapidement, et la légitimité de coordonner les efforts des Nations unies pour la sécurité des journalistes. L'objectif est de mettre en place un mécanisme concret d'application du droit international, qui permette enfin de réduire le nombre d'exactions contre les journalistes à travers le monde. Pour l'heure, l'adoption de nombreuses résolutions de l'ONU sur la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité n'a pas permis d'obtenir de résultats concrets.

A travers eux c'est le droit à l'information de millions de citoyens qui a été sacrifié. Les problèmes majeurs du monde, questions environnementales, lutte contre l'extrémisme violent, ne peuvent être traités sans le travail essentiel des journalistes. Il est urgent pour les journalistes de pouvoir effectuer leur travail dans un environnement sécurisé et de mettre fin à l'impunité contre les auteurs d'exactions à leur rencontre.

Manuel de sécurité des journalistes

Face à la montée des risques encourus par les journalistes, RSF a également publié en 2015, en partenariat avec l'UNESCO, une nouvelle édition du guide pratique de sécurité des journalistes, aujourd'hui disponible en plusieurs langues (français, anglais, espagnol et arabe, farsi...).

Destiné aux journalistes qui se rendent en mission dans des zones dites « à risques », ce guide dispense des conseils pratiques pour conjurer les dangers du terrain. Conflits armés, épidémies, catastrophes naturelles, manifestations... Les situations à risques sont nombreuses et les reporters doivent pouvoir se préparer au mieux. Ce guide n'oublie pas qu'à l'ère d'Internet et des smartphones, la cybersécurité est devenue un défi majeur pour la protection des journalistes en zones de conflits ou travaillant sous des régimes répressifs. De nombreux conseils sont ainsi prodigués pour leur permettre de protéger leurs sources, leurs données et leurs communications.

Ce guide, agrémenté de témoignages de grands reporters, insiste également sur l'importance d'une bonne préparation avant le départ, tant sur un plan physique que moral, et sur la nécessité d'un débriefing et d'une aide psychologique si d'éventuels signes de stress post-traumatique venaient à être détectés au retour de mission.

Outre les précautions sanitaires et administratives, le guide pratique de sécurité des journalistes rappelle aux médias qui envoient des journalistes sur le terrain l'importance de la formation et du dialogue, afin qu'ils partent aguerris et confiants.